

<https://ricochets.cc/Quand-l-extreme-centre-prend-le-pouvoir-elle-ne-le-rend-pas-7796.html>



Quand l'extrême centre prend le pouvoir, elle ne le rend pas

- Les Articles -



Publication date: jeudi 22 août 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Pendant les JO et les vacances d'été, le régime macroniste battu aux élections continue tranquillement ses ravages. Ce qui est dans la droite ligne des institutions non-démocratiques en place.

Il ne faudra pas compter sur les directions syndicales ni les partis de gauche pour pousser à la grève générale insurrectionnelle et autres nécessaires soulèvements.



Quand l'extrême centre prend le pouvoir, elle ne le rend pas

PASSER EN FORCE, TOUT SACCAGER

- ▶ Les macronistes sont des forcenés : récapitulatif des attaques prises durant l'été, par un gouvernement qui n'est plus censé gouverner -

« Quand l'extrême droite prend le pouvoir, elle ne le rend pas ». Cette expression, nous l'avons souvent entendue à propos d'une possible victoire de Marine Le Pen. Sauf qu'actuellement, c'est bien Macron, le « centriste », le « modéré », le « barrage aux extrêmes », qui fait comme si les élections, qu'il a perdu après les avoir lui-même convoquées, n'avaient jamais eu lieu.

Le 8 juillet, après la défaite majeure de son camp aux législatives, le Premier Ministre Gabriel Attal présentait sa démission. Macron la refuse et maintient le gouvernement tel quel depuis 6 semaines, en totale violation des règles de la République. Comme s'il n'y avait jamais eu d'élections. Pire, alors que l'immense majorité de la population a montré, à plusieurs reprises, dans les urnes et dans la rue, son rejet clair des politiques néolibérales, Macron règne comme s'il avait remporté le scrutin. Il continue son travail de destruction à marche forcée depuis le début de l'été. Récapitulons :

Le 11 juillet, trois jours après la démission théorique du gouvernement, le Ministre de l'Économie **Bruno Le Maire propose de supprimer 5 milliards d'euros supplémentaires dans les dépenses publiques**. « Ma responsabilité est d'éviter que les dépenses ne dérivent en 2024 », expliquait celui qui, en principe, ne devrait même plus être ministre et qui a contribué à creuser la dette massivement en faisant des cadeaux au patronat. Cette annonce d'un nouveau plan d'austérité fait suite aux 10 milliards d'euros « d'économies » qu'il avait déjà réalisées au début de l'année, en ponctionnant le budget de l'enseignement, la recherche, l'écologie et la santé.

4 Le 16 juillet, Gérald Darmanin continue de piétiner les « institutions républicaines » qu'il prétend défendre, en signant discrètement, malgré la défaite électorale de son camp, **plusieurs décrets d'application de l'infâme loi immigration**. Des mesures racistes inspirées du programme du Front National.

4 Le 25 juillet, Macron invite à l'Élysée des grands patrons internationaux venus pour la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques, notamment Elon Musk et Bernard Arnault. « Selon une conseillère élyséenne, Emmanuel Macron a voulu "rassurer" les patrons inquiets après des élections législatives désastreuses, en se portant garant que ses réformes structurelles (baisse de la fiscalité sur le capital et les plus riches, flexibilisation du marché du travail, chômage, retraites...) ne seraient pas remises en cause » explique Mediapart. **Le président français affirme donc clairement aux patrons du monde qu'il n'a aucune intention de respecter son propre peuple et qu'il sert avant tout leurs intérêt.**

4 **Le 9 juillet, la ministre de l'Éducation assure sur France Info que les « groupes de besoins » seront appliqués dans les collèges dès la rentrée, quelle que soit la composition du futur gouvernement.**

Concrètement, il s'agit de séparer les élèves en fonction de leurs notes, empêchant toute mixité dans les classes. Une mesure vivement critiquée par les syndicats enseignants, les partis de gauche et des chercheurs qui expliquent qu'une telle organisation sera stigmatisante pour les élèves de classes populaires.

4 **Le 31 juillet, au coeur de l'été et alors que tous les regards sont rivés vers les épreuves sportives, le gouvernement décide de licencier d'un seul coup 500 professionnels de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, pour réaliser entre « 1,6 et 1,8 million d'euros d'économie »**, autant dire rien à l'échelle du budget de l'État. Lina, éducatrice spécialisée, dit dans Libération : « Je suis partie en congé et à mon retour, la semaine dernière, j'ai appris qu'il me restait vingt jours pour dire au revoir aux gamins que j'accompagne depuis des mois ».

4 **Le 5 août : Macron prépare un budget 2025 avec « 2 milliards d'euros en moins pour les hôpitaux »**, explique Marine Tondelier. La responsable des Écologistes révèle que le gouvernement démissionnaire prépare « en catimini » un budget 2025 avec de nombreuses économies, « les remontées que l'on a des fonctionnaires participant à certaines des réunions [...] on nous parle de 2 milliards d'euros en moins pour les hôpitaux en 2025 ». Les hôpitaux sont pourtant déjà au bord de la rupture, et certains services ont déjà basculé dans la maltraitance, augmentant les mauvaises prises en charge et la mortalité.

Macron s'est imposé par le chantage électoral

4 **Le 16 août : la presse révèle que il y aura, à la rentrée prochaine, 1.510 postes d'internes en moins dans les hôpitaux.** Il n'y aura que 7.974 postes pour les nouveaux internes en septembre, contre 9.484 en 2023. La médecine générale perd 18% de ses postes. À la rentrée, la totalité des CHU vont perdre des internes. Le gouvernement répond qu'en cas de sous-effectif, des médecins venus de l'étranger, moins coûteux et parfois moins bien formés, seront embauchés.

Macron s'est imposé par le chantage électoral en 2017, il s'est maintenu à coup d'état d'urgence, de 49.3 et de répression sanguinaire, y compris lorsqu'il était minoritaire à l'Assemblée. Il règne désormais sans même faire semblant de prendre en compte les résultat d'un vote. C'est un phénomène inédit depuis la seconde guerre mondiale.

Ce président est un forcené. Et un forcené, ça se déloge.

(post de Contre Attaque)

NOTE : tous les gouvernements ça se dégage !

Le seul gouvernement acceptable serait à la rigueur un gouvernement transitoire/temporaire qui participerait à l'instauration d'une démocratie réelle et à la sortie du capitalisme, et donc à la sortie aussi de la société de masse, du système techno-industrielle et de l'étatisme.

Un tel gouvernement n'existera bien sûr jamais, tout comme il n'existera jamais de capitalisme écologique. Un débarquement de martiens est plus probable.



Quand l'extrême centre prend le pouvoir, elle ne le rend pas

Ê FABRIQUE DU CONSENTEMENT : « ET SI ON SE PASSAIT D'ÉLECTIONS ? »

- Comment les médias se torchent avec un vote qui leur déplaît, mode d'emploi

Nouvelle opération concertée des médias dominants : et si, en dépit des résultats des élections, Macron nommait un ministre de droite ou d'extrême droite ? Pourquoi pas, c'est ce que prétendent les sondages après tout. En d'autres termes, et si on se passait d'élections ?

Une étude d'opinion est massivement relayée depuis plusieurs jours : le quotidien Libération explique le 21 août qu'une « majorité relative de Français est favorable à ce que le Premier ministre Gabriel Attal conserve son poste ». Le journal poursuit : « Gabriel Attal arrive premier des 35 personnalités testées, avec 40 % d'opinions favorables. » La belle affaire.

Le Figaro reprend le même sondage, commandé par le média néolibéral Challenges : « Gabriel Attal se place en tête du classement, devant 34 autres personnalités testées par l'institut.

Après avoir mené une campagne non dissimulée en faveur de l'extrême droite, les médias sont déçus du résultat

Europe 1, juste après les législatives, titrait déjà : « Selon notre sondage CSA pour Europe 1, CNews et Le Journal du Dimanche, le président du Rassemblement national Jordan Bardella se place comme la personnalité politique la

plus citée pour être nommée en tant que Premier ministre. » Après avoir mené une campagne non dissimulée en faveur de l'extrême droite, les médias sont déçus du résultat, et tentent de faire comme s'il n'avait pas existé.

Autant composer le gouvernement directement avec les éditorialistes et les milliardaires !

Maintenant que les mouvements sociaux ont été écrasés à coups de grenades, que les syndicats ne sont plus écoutés, que les associations ont été mises au pas, pourquoi s'embarrasser encore du vote des français ? Autant composer le gouvernement directement avec les éditorialistes et les milliardaires ! Dans le monde rêvé de nos dirigeants, il suffit de sondages bidons pour diriger le pays, c'est plus fiable qu'un peuple qui vote mal. Malgré tous les efforts pour le manipuler.

Ainsi, Gabriel Attal, héritier millionnaire biberonné aux grandes écoles privées, n'ayant jamais travaillé et dont le seul projet est d'humilier et de martyriser la population, serait adoré des français. Juste devant Jordan Bardella. Et étonnamment, aucune figure du Front Populaire, force politique pourtant arrivée en première position le 7 juillet dernier.

Rappelez vous à quel point ces enquêtes d'opinion n'ont aucune valeur : avant cela, les sondages avaient vendu Dominique Strauss-Kahn comme « préféré des français » en 2011, pour tenter de le faire élire sans succès, puis Macron en 2016, avec succès cette fois-ci l'année suivante. Les mêmes instituts expliquaient que Fabien Roussel était la « personnalité préférée à gauche » il y a quelques mois, et avant lui le ministre d'extrême droite Manuel Valls, l'hyper-répressif Cazeneuve et autres chouchous des milliardaires. **On a compris : les dominants désignent à la fois leurs favoris et sélectionnent leurs opposants.**

Cela s'appelle la fabrique de l'opinion, et c'est désormais fait sans aucune subtilité. **Les riches qui possèdent les médias commandent des études sur mesure pour installer l'idée qu'une dictature serait finalement une bonne idée.**

Le 13 février 2024 par exemple, les médias annonçaient avec gourmandise que « 23% des Français sont favorables à ce que la France soit dirigée par l'armée ». Dans la foulée, une avalanche de sondages douteux destinés à préparer l'opinion à une guerre voire à un régime militaire était diffusés, par exemple que la majorité des français seraient « favorables au retour du service militaire » ou encore qu'« un jeune sur deux » serait prêt à partir sur le front ukrainien. Sur RTL, un chroniqueur se félicitait : « on est dans une situation, un contexte, où l'antimilitarisme, qui caractérisait des époques antérieures, a plutôt disparu ».

Mais ce n'est pas tout. En mars dernier, une autre opération de manipulation était organisée par BFM qui titrait : « Alors que le gouvernement prépare une nouvelle réforme de l'assurance chômage, 32% des Français estiment qu'il faudrait tailler dans les allocations des chômeurs pour baisser les dépenses publiques ». A l'écran, ce gros titre : « près d'un tiers des Français favorables à des coupes budgétaires sur les allocations chômage ».

Il s'agissait, ici encore, de préparer les esprits à l'un des plus grands reculs sociaux des dernières années. Le mensonge était total, puisque le sondage disait en réalité que 36% des français veulent « baisser les dépenses sur les aides aux entreprises » pour faire des économies. C'était la réponse arrivée en tête, que BFM n'avait évidemment pas mise en avant, préférant promouvoir la réforme gouvernementale.

Autre exemple : « en cas de débordements après les élections, Emmanuel Macron pourrait activer l'article 16 de la Constitution » titrait le 19 juin au matin le média de Bolloré Europe 1. « Emmanuel Macron a discuté de cette hypothèse avec plusieurs proches ». **L'Article 16 est une mesure de la Cinquième République qui donne les pleins pouvoirs au président. Il instaure une dictature sensée être temporaire. Cet article exceptionnellement grave est en principe prévu en temps de guerre. Pourquoi sortir cela dans la presse ? En politique, on appelle cette méthode un « ballon d'essai ». Un dirigeant fait une annonce extrêmement violente pour voir le résultat. Et s'il n'y a pas trop de réactions, il sait qu'il pourra l'appliquer plus tard.**

Quand l'extrême centre prend le pouvoir, elle ne le rend pas

Un autre refrain revient en boucle depuis deux ans : Macron voudrait modifier la Constitution pour faire un troisième mandat. Ce sont des « fuites » prononcées par différents proches du président aux médias depuis 2023. Il s'agit ici encore d'un ballon d'essai pour préparer les esprits à un éventuel coup de force.

Un pouvoir autoritaire au service des riches qui ne veut pas lâcher le pouvoir, et des médias aux ordres qui font tout pour installer une dictature soft

Derrière toutes ces opérations, il y a le même fil rouge : un pouvoir autoritaire au service des riches qui ne veut pas lâcher le pouvoir, et des médias aux ordres qui font tout pour installer une dictature soft, pour la rendre acceptable. Nous sommes déjà la seule démocratie d'occident où un président ne reconnaît pas une élection, après avoir gouverné par procédures d'exception, le 49.3, en se passant du vote des députés depuis deux ans. Peu à peu, nous sommes entré dans une zones grise, dans un régime hybride, et il ne reste plus grand chose pour basculer. Il faut juste tordre les esprits suffisamment.

Rappelons pour finir qu'en 2019, un autre sondage avait été réalisé dans plusieurs pays européens sur des milliers de personnes et donnait un aperçu de la colère qui couve en France. Selon cette étude, quasiment 40% de la population française attendrait une révolution. Un record. Et surtout, un chiffre très loin au-dessus de tous les pays voisins. Les experts parlaient d'un « chiffre absolument spectaculaire » qui serait « la marque d'une radicalité très présente ». Pas sûr que ce niveau ait diminué depuis, mais nos sondeurs se gardent bien de recommencer l'exercice, il ne faudrait surtout pas que la populace connaisse le niveau réel d'exaspération.

Alors, plutôt que de tergiverser sur les Premiers Ministres à coup de sondages manipulés, si on mettait la révolution à l'ordre du jour ?

(post de Contre Attaque)